

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 25 juin au 1^{er} juillet 2026

Les dirigeants de la coalition gouvernementale allemande se réunissent ce 1^{er} juillet, pour tenter de conclure un vaste accord avant la pause estivale. Les discussions portent sur plusieurs réformes majeures, notamment la fiscalité, le marché du travail, les retraites, la santé, les soins de longue durée, la réduction de la bureaucratie, ainsi que sur le budget. La réforme fiscale est le principal sujet de désaccord. Le gouvernement souhaite alléger l'impôt des ménages aux revenus faibles et moyens, mais les partis ne s'entendent pas sur son financement. Le SPD propose une contribution plus importante des hauts revenus et des grandes successions, mais la CDU/CSU s'y oppose. Les négociations portent également sur une plus grande flexibilité du temps de travail, sur la réforme des retraites, déjà largement définie, et sur les mesures destinées à limiter l'augmentation des cotisations d'assurance maladie. La réforme du financement des soins de longue durée fait encore l'objet de vives critiques en raison des économies prévues. Enfin, la coalition souhaite accélérer la simplification administrative, numériser les services publics et réduire les formalités pour les entreprises. Les derniers arbitrages concernant le budget 2027, le BAföG (Loi fédérale sur l'aide à la formation) et l'allocation parentale pourraient également être à l'ordre du jour.

Boris Pistorius, ministre allemand de la Défense, souhaite renforcer la réserve de la Bundeswehr afin de porter les effectifs des forces armées à 460 000 personnes d'ici 2035, dont 200 000 réservistes (actuellement 60 000 réservistes). Pour atteindre cet objectif, le gouvernement propose une nouvelle loi visant à rendre la réserve plus efficace et plus disponible. La nouveauté de ce projet est la suppression du principe de « double accord préalable et volontaire » (Doppelte Freiwilligkeit). Jusqu'à présent, les réservistes et leurs employeurs pouvaient refuser une convocation à un exercice militaire. Désormais, ces exercices deviendraient obligatoires et les entreprises devraient, dans la plupart des cas, autoriser l'absence de leurs salariés. Selon la durée du service militaire effectué, cette obligation pourrait s'appliquer jusqu'à l'âge de 45 ou 65 ans. Ce projet suscite toutefois des réactions contrastées. La Chambre allemande de l'industrie et du commerce préfère maintenir le principe de volontariat et estime qu'il faudrait d'abord évaluer l'efficacité de la mesure avant d'imposer des obligations. À l'inverse, l'association des réservistes approuve le projet, qu'elle considère comme essentiel pour renforcer la sécurité nationale. Le texte sera examiné par le gouvernement, puis par le Bundestag, après l'été.

En Allemagne, la réduction du prix des carburants (« Tankrabbatt ») a pris fin le 30 juin, mettant ainsi un terme à une mesure instaurée pour limiter la hausse des prix de l'essence et du diesel, survenue après le début de la guerre en Iran. Grâce à une réduction de la taxe sur les carburants, les prix avaient baissé d'environ 17 centimes par litre, pour un coût total de 1,6 milliard d'euros pour l'État. Selon une étude de l'université RWTH d'Aix-la-Chapelle, cette mesure a permis d'économiser 10 à 15 euros par ménage par mois, mais seulement 3 à 4 euros pour les foyers les plus modestes. Les experts prévoient une hausse des prix dès midi, lorsque les stations-service pourront répercuter la fin de cette réduction fiscale. Craignant cette hausse, de nombreux automobilistes ont fait le plein avant

l'échéance, provoquant de longues files d'attente dans plusieurs stations-service. Andreas Mundt, président de l'Office fédéral allemand des cartels, a averti les compagnies pétrolières contre toute hausse de prix injustifiée. Selon lui, le rabais n'a pas été intégralement répercuté aux consommateurs.

Depuis le 1^{er} juillet, le « Bürgergeld » est remplacé en Allemagne par la « Grundsicherung » (revenu de base).

Ce projet du nouveau gouvernement vise à favoriser un retour plus rapide à l'emploi, plutôt qu'à la formation professionnelle. Si le montant de l'allocation reste inchangé, les conditions d'attribution sont considérablement durcies. Les bénéficiaires qui refusent un emploi jugé acceptable sans motif valable peuvent désormais perdre la totalité de leur allocation pendant au moins un mois, sans avertissement préalable. De même, trois absences consécutives à des rendez-vous avec le « Jobcenter » (l'équivalent de France Travail) entraînent la suspension des prestations. Les personnes qui ne recherchent pas activement un emploi ou qui abandonnent une formation risquent également de voir leurs aides réduites. La réforme supprime aussi la période de protection qui permettait de conserver une partie importante de son patrimoine. Désormais, les bénéficiaires doivent utiliser leurs économies au-delà de certains plafonds avant de pouvoir percevoir l'aide. Ces seuils varient en fonction de l'âge.

Lundi 29 juin, un homme de 45 ans a ouvert le feu dans une structure d'aide à la jeunesse à Stade, tuant six personnes.

Les victimes sont trois employés des services de protection de la jeunesse de la région de Hanovre et trois membres de l'établissement. Le parquet retient les qualifications de meurtre avec préméditation, notamment pour trahison et motifs futiles. Le suspect a été arrêté après avoir pris la fuite et a été placé en détention provisoire. En raison de la complexité de l'affaire, la police a mis en place une cellule d'enquête spéciale. Les investigations indiquent qu'un conflit lié à la garde de la fille du suspect, âgée de trois mois, pourrait être à l'origine de la tragédie.

L'Allemagne a également été touchée par la canicule, avec un pic de 41,7 °C dans l'est du Brandebourg.

Les infrastructures ont été fortement impactées : des autoroutes ont été fermées en raison de la déformation de l'asphalte et de nombreuses lignes ferroviaires ont été interrompues, notamment à Leipzig, Nuremberg et Würzburg. Les rails et les aiguillages ont été endommagés par la chaleur, mettant en évidence les limites des infrastructures actuelles face à de telles températures. Cette situation relance le débat politique sur l'adaptation au changement climatique. Les Verts accusent le gouvernement d'inaction et réclament un programme d'urgence pour mieux protéger les populations vulnérables, notamment les personnes âgées et les enfants, en installant par exemple des climatiseurs dans les écoles, les hôpitaux et les maisons de retraite.

**PARLEMENT,
PARTIS & PERSONNES**



Un portrait officiel de l'ancienne chancelière allemande, **Angela Merkel**, a été présenté au musée Bode de Berlin pour une exposition temporaire avant d'être intégré à la galerie officielle des chanceliers au sein de la chancellerie fédérale cet automne. L'œuvre, intitulée *Kanzlerin in Blau*, a été réalisée par le jeune artiste franco-allemand Jérémie Queyras, qui a été choisi par Angela Merkel. L'ex-chancelière a suivi de près le processus de création. Elle a rencontré l'artiste à plusieurs reprises dans un atelier berlinois et a accordé une importance particulière au regard de la jeune génération sur sa personne. Sur ce tableau, l'ancienne chancelière se tient debout devant un fond doré, vêtue d'un blazer bleu. L'image se distingue par son style classique et épuré, sans référence au célèbre « losange de Merkel », ce geste des mains devenu indissociable de l'ancienne chancelière. Elle porte aussi un collier d'ambre, symbole de souvenirs personnels liés à la mer Baltique.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE



6,3 %

C'est le taux de chômage enregistré en Allemagne au mois de juin 2026. Un chiffre stable par rapport au mois précédent, mais qui confirme la faiblesse persistante du marché du travail allemand. Malgré un léger recul du nombre de chômeurs sur un mois, l'Allemagne compte encore près de 2,94 millions de personnes sans emploi. Sur un an, la tendance reste défavorable, avec 22 000 chômeurs supplémentaires. Pour l'Agence fédérale pour l'emploi, la reprise attendue au printemps ne s'est pas matérialisée, dans un contexte économique encore incertain. La demande de main-d'œuvre reste limitée, signe que les entreprises demeurent prudentes face au manque de dynamisme de l'économie allemande.